

NON OPPOSITION

A UNE DECLARATION PREALABLE

DÉLIVRÉE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DESCRIPTION DE LA DEMANDE		référence dossier
Dossier déposé le 23/02/2026 complet le 16/03/2026		N° DP 78623 26 Y0005
<p>Par : SCI Logis des Templiers représentée par Monsieur SANNINO Benjamin</p> <p>Demeurant à : 2 bis Rue de la Grande Vallée 78125 La Boissière -Ecole</p> <p>Pour : Travaux sur construction existante</p>	<p>Projet : -Remplacement des anciennes menuiseries par des modèles en aluminium gris couleur A33du PNR. -Isolation thermique extérieur avec finition enduit de façade couleur A10 avec encadrement des portes et fenêtres couleur A02 du PNR. L'assemblage des 3 couleurs est basée sur la recommandation de camaïeu chaud page 22 du guide du PNR. -Pose de 6 fenêtres de toit avec raccord encastré. -Remplacement de la couverture en tôle ondulée par une couverture zinc. -Condamnation de la porte et des 2 fenêtres en limite de propriété suite à la division de terrain et création d'une porte et 2 fenêtres en limite de propriété -Déplacement de 4 places de parking et création de 2 nouvelles places.</p>	
Sur un terrain sis à :	14 Rue Des Templiers AC164, AC163	

Le Maire,

Vu la déclaration préalable susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L421-4 et R421-17,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 15/02/2023,

Vu l'avis favorable avec recommandations de l'unité départementale d'architecture et du patrimoine en date du 03 avril 2026,

ARRETE

Article 1 : il n'est pas fait opposition aux travaux faisant l'objet de la demande.Article 2 : ladite déclaration préalable est assortie des recommandations énoncées ci-après :

- Des châssis de toit de dimensions identiques n'excédant pas 0.78 x 0.98 m de haut, encastrés dans la couverture sur un même linéaire, le plus grand côté dans le sens de la pente et dépourvus d'occultation extérieure
- Privilégier des châssis de toit s'inspirant des châssis anciens (type tabatière) avec meneau central.
- Pour l'isolation par l'extérieur un isolant biosourcé (fibre de chanvre, ouate de cellulose, fibre de bois, liège...).
- Un enduit de finition naturel sur l'isolant. Les enduits composés de résine acrylique, vinylique ou siloxane sont à exclure.

- La restitution, à l'identique, des appuis de fenêtres après pose de l'isolant.
- Après mise en œuvre de l'isolation, la reconstitution à l'identique de tous les éléments de structure ou de décor en saillie sur l'isolant en surépaisseur.
- Des angles entrants et sortants réalisés avec le même enduit que le ravalement sans aucune baguette de finition rapportée sur l'enduit de finition.
- Le repositionnement de tous les volets en bois après pose de l'ITE
- Des fenêtres reprenant le modèle des menuiseries traditionnelles dans leur composition et représentation (finesse des profils des dormants et ouvrants moulurés, rejets d'eau en doucine...) avec petits bois rapportés en face extérieure du vitrage.
- Des portes en bois à lames verticales ou de type 'fermière'.
- Une aire de stationnement intégrant des matériaux bénéficiant de qualité esthétique et perméables (type gravier-gazon ou pavés à joints enherbés...). Tout traitement ou dispositif synthétique, participant à l'artificialisation des lieux, est à exclure.

Article 3 : toutes autorités administratives, les agents de la Force Publique compétents sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée :

- au pétitionnaire,
 - soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal
 - soit en main propre avec accusé réception.
 - soit par voie dématérialisée
- au service instructeur de la Communauté de Communes Cœur d'Yvelines.

Un extrait du présent arrêté sera, en outre, publié par voie d'affichage à la Mairie, dans les huit jours de sa notification et pendant une durée de deux mois.

Le 06 Mai 2026
Fait à LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE, le
Le Maire Françoise CHANCEL



Avis de dépôt affiché le : 26 février 2026.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

DURÉE DE VALIDITÉ : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS : La légalité de la décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux peut être saisi. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Le requérant peut également, dans un délai d'un mois à compter de la notification de la décision, saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Le silence gardé pendant plus de deux mois sur ce recours par l'autorité compétente vaut décision de rejet. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique ne proroge pas le délai de recours contentieux.